



## Afrique du Sud contre Israël : Une analyse complète de l'affaire historique de génocide devant la CIJ

### Description

*La Cour internationale de justice tiendra des audiences cette semaine sur une affaire portée par l'Afrique du Sud qui accuse Israël de génocide lors de la guerre de Gaza.*

The New Arab, le 10 janvier 2024



La Cour internationale de justice tiendra des audiences cette semaine sur une affaire portée par l'Afrique du Sud qui accuse Israël de génocide lors de la guerre de Gaza [Getty].

[L'Afrique du Sud](#) a entamé une «preuve de force juridique historique devant la [Cour internationale de justice](#) (CIJ) après avoir accusé Israël d'«actes génocidaires» dans sa guerre aveugle contre la [bande de Gaza](#).

Cette affaire est l'une des trois au moins auxquelles Israël pourrait être confronté devant la CIJ et la Cour pénale internationale (CPI) en raison de sa campagne brutale contre l'enclave palestinienne assiégée.

L'offensive féroce d'Israël a visé des écoles, des hôpitaux et des zones résidentielles et a tué ce jour au moins 23 210 personnes à Gaza, dont deux tiers de femmes et d'enfants.

Cet article examine la plainte déposée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la CIJ et ce qui se passera au cours de la procédure judiciaire.



---

## Quâ??est-ce que la convention sur le gÃ©nocide ?

ConsidÃ©rÃ©e comme le [premier traitÃ© sur les droits de lâ??homme dans lâ??histoire des Nations Unies](#), la Convention pour la prÃ©vention et la rÃ©pression du crime de gÃ©nocide a Ã©tÃ© ratifiÃ©e par 153 pays. Elle dÃ©finit le gÃ©nocide comme Â« des actes commis dans lâ??intention de dÃ©truire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux Â».

Ces actes comprennent le meurtre de membres de tout groupe marginalisÃ© dÃ©signÃ©, ce qui leur cause une atteinte grave Ã leur intÃ©gritÃ© physique ou mentale, ainsi que la destruction de leurs conditions de vie. Il sâ??agit notamment de les empÃªcher dâ??accoucher ou de transfÃ©rer de force leurs enfants Ã dâ??autres groupes.

Tous les Ãtats qui ont signÃ© la convention sur le gÃ©nocide sont tenus non seulement de ne jamais commettre de gÃ©nocide, mais aussi de le prÃ©venir et de le punir.

## Quand lâ??affaire sera-t-elle traitÃ©e ?

Les audiences auront lieu les 11 et 12 janvier.

Lâ??Afrique du Sud et IsraÃ©l disposeront chacun de deux heures pour prÃ©senter leurs arguments en faveur ou contre les mesures dâ??urgence. Il nâ??y aura ni tÃ©moignage ni contre-interrogatoire. Il sâ??agira essentiellement dâ??arguments juridiques prÃ©sentÃ©s par les reprÃ©sentants des Ãtats et leurs Ã©quipes dâ??avocats internationaux.

La demande de mesures dâ??urgence est la premiÃ¨re Ã©tape dâ??une procÃ©dure qui prendra plusieurs annÃ©es.

Formellement appelÃ©es mesures provisoires, elles sont conÃ§ues comme une sorte dâ??ordonnance restrictive destinÃ©e Ã empÃªcher un diffÃ©rend de sâ??aggraver pendant que le tribunal examine lâ??ensemble du dossier.

La Cour ne se prononcera dÃ©finitivement sur les allÃ©gations de gÃ©nocide formulÃ©es par lâ??Afrique du Sud quâ??Ã lâ??issue dâ??un examen de lâ??affaire sur le fond, ce qui ne devrait pas intervenir avant plusieurs annÃ©es.

Toutefois, comme les audiences de cette semaine ne portent que sur lâ??octroi Ã©ventuel de mesures dâ??urgence, il ne faudra peut-Ãªtre que quelques semaines ou quelques mois avant quâ??elle ne prenne une dÃ©cision.

Les juges de la CIJ accordent souvent de telles mesures, qui consistent gÃ©nÃ©ralement Ã demander Ã un Ãtat de sâ??abstenir de toute action susceptible dâ??aggraver le diffÃ©rend juridique.

Pour les mesures provisoires, la Cour doit seulement dÃ©cider si, Ã premiÃ¨re vue, elle serait compÃ©tente et si les actes incriminÃ©s pourraient entrer dans le champ dâ??application du traitÃ© sur le gÃ©nocide. Les mesures quâ??il dÃ©cidera ne seront pas nÃ©cessairement celles

---

demandées par le plaignant.

## Quels sont les résultats possibles et que se passe-t-il ensuite ?

L'arrêt de la CIJ est définitif et ne peut faire l'objet d'aucun recours. Cependant, elle ne peut pas faire appliquer ses décisions.

Même si le tribunal décide de ne pas mettre en place une mesure provisoire, la CIJ peut décider qu'elle est toujours compétente et poursuivre l'affaire.

Dans le cas de [l'Ukraine](#), bien que la CIJ ait ordonné à la Russie d'arrêter ses opérations militaires en Ukraine, l'invasion russe s'est poursuivie.

Les effets concrets d'une décision de la CIJ à l'encontre d'Israël n'étant pas clairs, il est probable qu'elle contribue à isoler le pays sur le plan politique et économique.

La décision d'Israël de se défendre devant la Cour internationale signifie qu'il peut présenter des arguments juridiques justifiant ses actions à Gaza.

D'un autre côté, cette tactique pourrait également entraîner une nouvelle condamnation internationale si le pays perdait finalement le procès et était reconnu coupable de violation de la convention des Nations unies sur le génocide.

Entre-temps, le 17 novembre, la Bolivie, ainsi que l'Afrique du Sud, le Bangladesh, les Comores et Djibouti, ont demandé au procureur de la Cour pénale internationale [d'enquêter séparément sur la situation](#) en Palestine.

Source : [The New Arab](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

**date créée**  
2024/01/10